



**RAPPORT
ANNUEL
2015**

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU PRÉSIDENT	6
MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	7
BILAN DE L'ANNÉE 2015	9
PANORAMA DE NOS RÉSULTATS EN 2015	10
RÉPONSE MONDIALE À LA CRISE DES RÉFUGIÉS AU MOYEN-ORIENT	12
SATISFAIRE LES BESOINS D'AUTRES RÉFUGIÉS ET MIGRANTS	25
COMMUNICATION ET COLLECTE DE FONDS	31
BILAN FINANCIER	32
PARTENAIRES ET SOUTIENS	38
DONATEURS	39
COMITÉ DIRECTEUR	40
DIRECTEURS ET CHEFS DE DÉPARTEMENTS OU DE BUREAUX	41

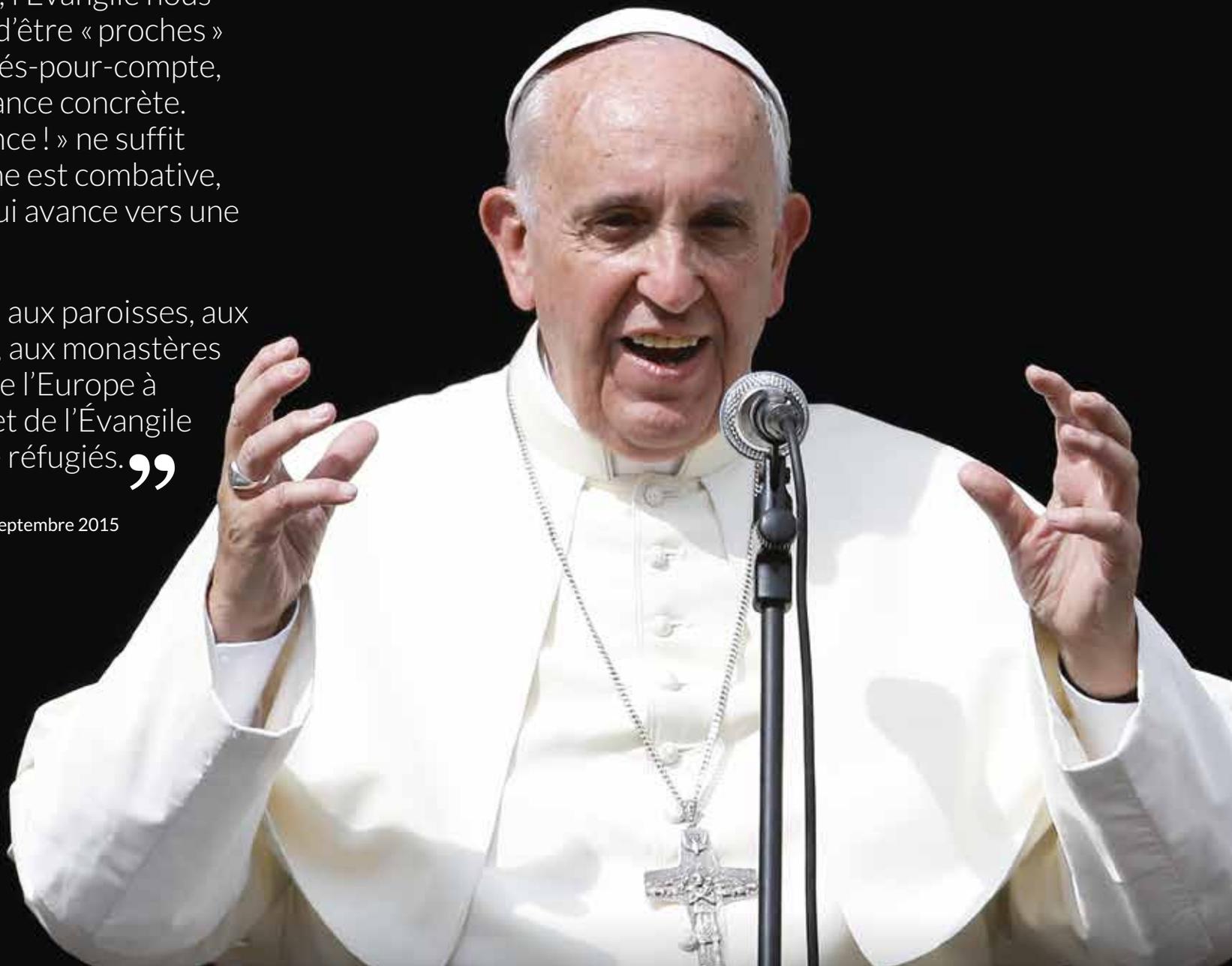
Sigles

CNR	Conseil Norvégien pour les Réfugiés
CICM	Commission Internationale Catholique pour les Migrations
CSR TuMO	Centre de Soutien à la Réinstallation Turquie et Moyen-Orient
ECHO	Département de l'Union européenne pour l'Aide humanitaire et la Protection civile
ECRE	Conseil Européen pour les Réfugiés et les Exilés
FMMD	Forum Mondial sur la Migration et le Développement
FORIM	Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
HIRDA	Himilo Relief and Development Association (<i>Association Himilo de Secours et de Développement</i>)
ICVA	Conseil International des Agences Bénévoles
IRCC	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
IRIS	International Recruitment Integrity System (<i>Système International d'Intégrité du Recrutement</i>)
MADE	Réseau Migration et Développement de la Société Civile
MICIC	Initiative Migrants dans des Pays en Crise
OCHA	Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (ONU)
OHCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme
ONG	Organisation non gouvernementale
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONU	Organisation des Nations Unies
PRM	Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration (Département d'État des États-Unis)
RCUSA	Refugee Council USA (<i>Conseil pour les Réfugiés USA</i>)
RWPC	Refugee Women's Protection Corps (<i>Corps de protection des femmes réfugiées - Malaisie</i>)
UE	Union européenne
USA	États-Unis d'Amérique
US\$	Dollar des États-Unis
USCCB	Conférence épiscopale catholique des États-Unis
VSS	Violence sexuelle ou sexiste

“Face à la tragédie de dizaines de milliers de réfugiés qui fuient la mort, à cause de la guerre et de la faim, et sont en marche vers une espérance de vie, l'Évangile nous appelle et nous demande d'être « proches » des plus petits et des laissés-pour-compte, de leur donner une espérance concrète. Leur dire « courage, patience ! » ne suffit pas. L'espérance chrétienne est combative, avec la ténacité de celui qui avance vers une destination sûre.

Ainsi, (...) je lance un appel aux paroisses, aux communautés religieuses, aux monastères et aux sanctuaires de toute l'Europe à manifester l'aspect concret de l'Évangile et accueillir une famille de réfugiés.”

Pape François, Angélus, Place Saint-Pierre, Septembre 2015



LEADERSHIP DE LA CICM

Message du Président **Peter Sutherland**



Jamais depuis la Deuxième Guerre mondiale n'avait-on connu pire crise de déplacements forcés. Actuellement, près de 60 millions de personnes ont tout abandonné pour fuir la violence, la guerre ou les persécutions. À l'échelle de la planète, cela représente plus de 40'000 personnes chassées de leur foyer – chaque jour.

En 2015, fuyant les souffrances inouïes causées par les conflits en Syrie et ailleurs, des dizaines de milliers de réfugiés sont arrivés en Turquie, au Liban, en Jordanie et en Grèce, quatre pays dont les ressources mises à disposition n'ont pas été à la hauteur. Or la seule voie d'accès laissée ouverte par l'Europe à ces réfugiés en quête désespérée de protection, c'est la périlleuse traversée de la Mer Méditerranée.

Face à cette crise des réfugiés, l'Europe de Schengen est proche de l'implosion: pour preuve la réintroduction temporaire de contrôles aux frontières dans plusieurs pays, sérieuse brèche dans la confiance et la cohésion entre États européens. L'Europe peine à faire face à cet afflux de réfugiés – qui certes pose des problèmes, mais n'est pas ingérable. En effet, une Union européenne de plus 500 millions d'habitants ne devrait guère se sentir menacée par l'arrivée d'un million de personnes aux abois. Pourtant, il se peut que les effets de cette crise des réfugiés en viennent à menacer le processus même d'intégration européenne.

La grande difficulté pour l'Europe est de réussir à bien vivre ensemble et à construire des communautés diverses et dynamiques dont jouiraient tout aussi pleinement les 35 millions de résidents de l'Union européenne qui n'y sont pas nés. L'Europe doit modifier son attitude à l'égard des migrants; elle se doit de garantir à tous un accès juste et équitable à l'éducation, aux services publics, à l'emploi et à la représentation politique. Cela

suppose aussi de réformer nos institutions et nos comportements, et de mieux appréhender ce que signifie aujourd'hui être Irlandais, Britannique, Français, Allemand, Néerlandais, etc.

En octobre 2015, j'ai eu l'occasion de visiter, à Istanbul, le Centre de Soutien à la Réinstallation Turquie et Moyen-Orient (CSR TuMO), géré par la CICM, qui permet chaque année à des milliers de réfugiés d'être réinstallés aux Etats-Unis. J'ai été très fortement impressionné: le travail de la CICM se révèle particulièrement bien organisé et efficace. La réinstallation offre aux réfugiés la possibilité d'un nouveau départ dans la vie, dans un autre pays, loin des persécutions et de la guerre. C'est pour eux une solution durable. Face à des flux de migration forcée d'une telle ampleur, il va falloir élargir les programmes de réinstallation, notamment aux pays qui n'offrent pas encore cette possibilité, non seulement en Europe mais dans le monde entier.

Il faut aussi créer de nouvelles voies légales d'admission qui permettent aux réfugiés de trouver un sanctuaire, sans mettre leur vie en péril, par le biais des admissions pour raisons humanitaires, des visas humanitaires, des visas d'étudiants, du regroupement familial et des parrainages communautaires.

Plutôt que de se sentir menacés par ce qui est méconnu et différent, acceptons la diversité de la famille humaine et construisons des sociétés définies par nos valeurs, non par notre perception de la nationalité. Nous devons nous engager pour un avenir ouvert à l'intégration de tous, qui nous permette d'envisager et de construire nos communautés de manière plus inclusive et plus durable.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Peter Sutherland'.

Message du Secrétaire Général **Johan Ketelers**



L'année 2015 a atteint des records dans le nombre de personnes déplacées dans le monde entier. En Syrie, plus de la moitié de la population a été déracinée; plus de 4,5 millions de personnes ont fui vers les pays voisins, et l'on compte près de 7 millions de déplacés internes. Les besoins en aide humanitaire ont notoirement augmenté; or, l'urgence patente d'une réponse orchestrée et d'un partage des responsabilités a produit des attitudes pour le moins contradictoires, la protection des frontières prenant le pas sur la protection des personnes. Les accords de transfert et de réinstallation, atteints entre les mois de mai et septembre, sont d'une portée insuffisante et n'ont fait qu'engendrer de nouvelles tensions, notamment dans le domaine de la reconnaissance des besoins de protection.

Un certain nombre de pays dans le monde ont fait preuve de courage politique et ont ouvert leurs frontières, mais ce sentiment de solidarité et de cohésion s'est bien vite ébranlé. La complexité des questions posées par la migration et le nombre croissant de personnes déplacées ont alimenté des comportements xénophobes et remis en question les modèles humanitaires traditionnels.

Autre événement marquant de l'année 2015, la révision des Objectifs de Développement du Millénaire, remplacés en décembre par les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le thème central des ODD, « Ne laisser personne en arrière », est au cœur des demandes de la société civile depuis bien longtemps. Assumant son rôle de plaidoyer et de coordination, la CICM a centré ses efforts sur le besoin d'intégrer dans ces nouveaux objectifs des voies légales et sûres pour les migrants. Au cours des 15 prochaines années, la CICM n'aura de cesse de contribuer à l'application de ces engagements afin de mieux protéger, accompagner et intégrer tous les migrants.

La réinstallation reste au cœur des activités de la CICM. Avec plus de 120'000 interviews approfondies, l'accompagnement de milliers de personnes pour les préparer à leur nouvelle vie en tant que résidents permanents aux États-Unis, et ses efforts incessants pour convaincre les gouvernements du monde entier d'accueillir un plus grand nombre de réfugiés, la CICM a contribué à offrir une vie meilleure à de très nombreux réfugiés. Les mots et les regards de remerciement pour le travail accompli et le soutien apporté sont difficiles à transposer, mais ils sont un encouragement quotidien pour tous les collaborateurs de la CICM sur le terrain, collaborateurs dont l'action apporte un véritable changement dans la vie de leurs bénéficiaires.

Les difficultés vont croissant, de même que la souffrance. Restons actifs, gardons espoir et soyons conscients que, grâce aux voix des millions de personnes qui, dans le monde, travaillent avec et dans les organisations de la société civile, nous pouvons mettre un frein aux attitudes xénophobes, renforcer les réponses humanitaires et améliorer le sort de millions de personnes déplacées. Ce sentiment de confiance en l'avenir s'est vu encore renforcé cette année par le nombre croissant de donateurs individuels, qui ont ainsi exprimé leur intérêt pour le travail de la CICM. Je souhaite les remercier de leur engagement: leurs dons ne sont que le sommet d'une montagne de solidarité.

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name Johan Ketelers.



BILAN DE L'ANNÉE 2015

L'année 2015 aura été marquée par une lourde aggravation de la crise des réfugiés au Moyen-Orient. Plus d'un million de migrants, de réfugiés et de requérants d'asile ont traversé la Méditerranée dans l'espoir de trouver la sécurité ou de meilleures perspectives d'avenir en Europe. Les pays européens ont peiné à créer des mécanismes adéquats d'accueil, à traiter les demandes d'asile, et à répartir équitablement les réfugiés dans toute l'Union européenne.

Nombreux sont les requérants d'asile, les réfugiés et les migrants qui ont tenté de traverser la mer sans jamais atteindre les côtes italiennes ou grecques : plus de 3'700 personnes sont mortes en mer. Parmi elles, près de 800 ont perdu leur vie lors d'un seul naufrage, en avril, au large des côtes libyennes. Cette tragédie a contribué à placer la migration parmi les priorités des dirigeants européens ; mais elle a aussi provoqué le déplacement des flux migratoires vers les pays des Balkans. Or plusieurs d'entre eux ont répondu à la crise en fermant leurs frontières et en érigeant des murs pour tenir à distance réfugiés et migrants.

Face à cette situation dramatique et chaotique, la CICM a continué de soutenir réfugiés et migrants tout au long de leur déplacement. Des Syriens déplacés et des réfugiés irakiens vivant dans et autour de **Damas** ont reçu une assistance matérielle indispensable, ainsi que des traitements médicaux de première urgence. Au **Nord de la Jordanie**, une région à forte population réfugiée originaire de Syrie, la CICM a fourni une aide humanitaire aux foyers les plus vulnérables, notamment pendant l'hiver. Les réfugiés syriens et des membres des communautés jordaniennes qui les accueillent ont reçu une aide pour le paiement de leur loyer et de leurs dépenses quotidiennes. Ils ont aussi eu accès aux activités éducatives et psychosociales du Centre de Protection de la CICM de Mafraq.

Après un long processus de sélection, de traite-

ment et d'approbation de leur dossier, le Centre de Soutien à la Réinstallation de la CICM, basé en **Turquie** et au **Liban**, a aidé les réfugiés admis à préparer leur réinstallation aux États-Unis, où ils seront en sécurité et pourront entamer une nouvelle vie en tant que résidents permanents. Sur des lieux-clé des îles grecques et à la frontière avec l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine, le personnel de la CICM a collaboré avec le HCR pour aider les autorités de la **Grèce** à gérer la réception des requérants d'asile, réfugiés et migrants.

La CICM a maintenu son rôle de coordinateur des efforts de la société civile et des organisations de l'Eglise **dans toute l'Europe** pour favoriser l'accueil, la protection et l'intégration des réfugiés arrivant dans les pays de l'Union européenne, partageant les meilleures pratiques et tentant d'influencer les priorités politiques sur le plan européen et international. Dans ses activités de plaidoyer, la CICM a réitéré ses appels dans de nombreuses instances internationales, notamment à **Genève, Bruxelles, Istanbul** et **Washington**, encourageant les gouvernements à ouvrir aux migrants des voies migratoires légales et sécurisées et à adopter une approche commune pour faire face à la crise des réfugiés.

Bien que la priorité de la CICM en 2015 ait été la crise des réfugiés au Moyen-Orient, elle a maintenu ses activités d'assistance humanitaire et de protection dans le reste du monde. En **Malaisie**, la CICM a poursuivi son travail de sensibilisation

sur la violence sexuelle et sexiste au sein de la population réfugiée locale, tout en offrant protection et soutien aux victimes d'abus. Au **Pakistan**, la CICM a fourni un lieu sûr aux familles réfugiées les plus vulnérables, et offert des services éducatifs, médicaux et de conseil à un grand nombre de familles. Au-delà de ses programmes de sensibilisation contre la violence de genre, la CICM a proposé des formations professionnelles aux réfugiés et aux membres des communautés d'accueil, pour qu'ils puissent acquérir de nouvelles compétences et lancer leur propre entreprise. Parallèlement, la restauration de deux écoles a permis d'améliorer le taux de scolarisation des garçons et des filles. En **Europe de l'Est**, le programme « ICMC Cares » propose une formation paramédicale certifiée aux futurs soignants à domicile, puis les aide à trouver un emploi à l'étranger ; il est en pleine croissance et cherche à se développer dans de nouveaux pays. Sur le **plan mondial**, le Réseau MADE, coordonné par la CICM, a poursuivi son travail de plaidoyer sur les questions de migration et de développement, apportant aux décideurs politiques les perspectives des communautés locales et régionales dans le but d'améliorer la protection des migrants vulnérables dans le monde entier.

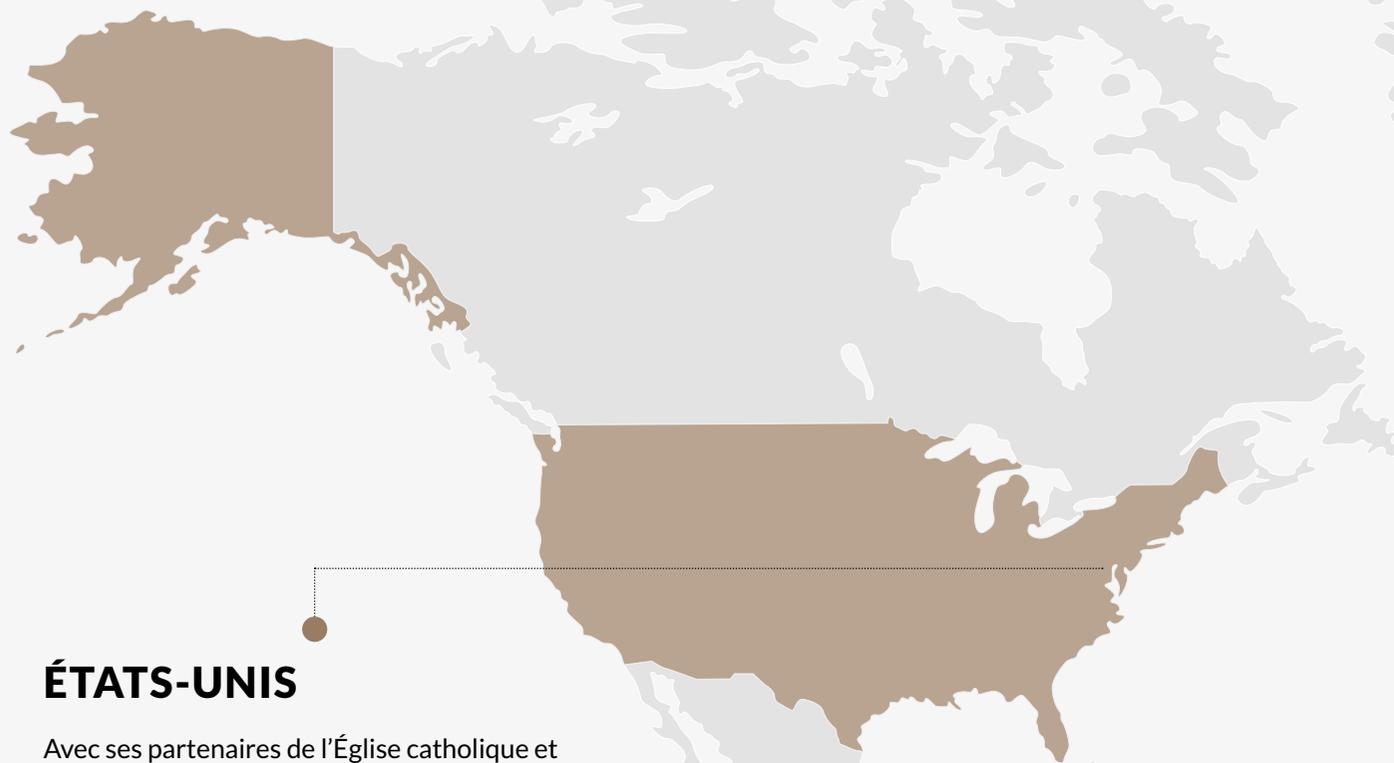
“ La CICM demande une intervention immédiate de la communauté internationale pour traiter les causes premières de ces flux migratoires et pour mettre urgemment en œuvre un processus de réinstallation structuré et efficace.

Les barques sont pleines !
Quand nos consciences le seront-elles ? ”

Johan Ketelers, Secrétaire Général de la CICM, au lendemain du naufrage ayant coûté la vie à plus de 400 réfugiés et migrants au large des côtes libyennes le 15 avril 2015

Déclaration complète sous :
bit.ly/ketelers-statement

PANORAMA DE NOS RÉSULTATS EN **2015**



ÉTATS-UNIS

Avec ses partenaires de l'Église catholique et d'autres ONG, la CICM a vigoureusement plaidé pour le maintien du **programme de réinstallation des États-Unis**, solution viable et durable qui permet de sauver de nombreuses vies humaines.

BELGIQUE

140 représentants de municipalités, de régions, d'ONG, d'initiatives citoyennes et d'organisations confessionnelles venant de **20** pays européens ont participé à la conférence du réseau SHARE à Bruxelles.

SUISSE

La CICM a rédigé et prononcé une déclaration devant le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, au nom de **125** organisations travaillant en faveur des migrants, pour tirer la sonnette d'alarme devant le nombre de migrants ayant perdu la vie en Mer Méditerranée.

POLOGNE

« ICMC Cares » et ses partenaires ont dispensé une formation professionnelle certifiée à plus de **100** professionnels paramédicaux.

GRÈCE

44 experts ont été déployés par la CICM pour soutenir les activités du HCR dans des lieux-clé d'arrivée de réfugiés.

TURQUIE / LIBAN

Le Centre de Soutien à la Réinstallation Turquie et Moyen-Orient (CRS TuMO) a interviewé **11'038** personnes. **40%** étaient des Syriens.

SYRIE

Plus de **2'800** personnes ont eu accès à des traitements ou à des opérations chirurgicales grâce à l'assistance médicale de la CICM.

JORDANIE

La CICM a fourni une aide matérielle ou financière à **4'121** familles syriennes et jordaniennes pour subvenir à leurs besoins pendant les rigueurs de l'hiver.

PAKISTAN

Le projet de soutien aux revenus mené par la CICM a bénéficié à un total de **4'387** personnes. **70%** des personnes ayant suivi une formation ont été aidées par la CICM pour trouver un emploi approprié.

MALAISIE

La CICM-Malaisie a sensibilisé **5'911** réfugiés adultes sur la violence sexuelle et sexiste.

SUR LE PLAN MONDIAL

Dans le cadre du Programme CICM-HCR de Déploiement de Personnel en Réinstallation :

- Les experts en réinstallation de la CICM ont évalué les besoins de **121'736** personnes et transmis le dossier de **104'570** d'entre elles au HCR en vue de leur réinstallation. **33'656** étaient des réfugiés syriens.
- Les experts de la CICM dans le domaine de la protection des enfants ont réalisé **3'873** évaluations pour déterminer l'intérêt supérieur de **8'787** personnes. Ces procédures ont permis d'établir les mesures à long terme les plus appropriées pour des enfants réfugiés non accompagnés ou séparés de leur famille.

Lors du Forum Mondial sur la Migration et le Développement 2015, **339** personnes ont participé aux Journées de la société civile. Presque **50%** des délégués de la société civile étaient eux-mêmes des migrants ou représentaient des organisations menées par des migrants ou la diaspora.

En 2015, le réseau MADE a organisé **32** webinaires et réunions régionales ou thématiques de la société civile dans le monde entier, rassemblant **865** participants de plus de **70** pays.

RÉPONSE MONDIALE À LA CRISE DES RÉFUGIÉS AU MOYEN-ORIENT



Syrie

Cinq ans après le début du conflit en Syrie, la situation humanitaire et économique du pays n'a fait qu'empirer. Même dans les zones urbaines et rurales autour de Damas, les conditions de vie des habitants sont extrêmement difficiles : les Syriens déplacés par le conflit, ainsi que les réfugiés irakiens et les membres des communautés d'accueil, doivent lutter pour maintenir un niveau de vie supportable.

Alors que le taux de change de la livre syrienne face au dollar atteint un record à la baisse en novembre et que le pouvoir d'achat des Syriens diminue comme peau de chagrin, de très nombreuses familles ne parviennent plus à acheter les produits de première nécessité, comme la nourriture, et encore moins à payer des soins médicaux ou à régler leur loyer. Le froid règne dans les maisons pendant les rudes mois d'hiver, à cause des coupures permanentes de gaz et d'électricité, qui ralentissent aussi les activités économiques et commerciales et compliquent le travail des organisations humanitaires. Comme les salaires locaux ne suffisent plus aux résidents et que la plupart des réfugiés ne peut pas travailler légalement dans le pays, toute la population endure souffrances et privations.

Alors que de nombreuses ONG ont dû quitter la Syrie quand le conflit s'est intensifié, la CICM a maintenu sa présence dans le Grand Damas grâce à sa longue collaboration avec son partenaire Terre des Hommes Syrie.



Des enfants dans les ruines d'un bâtiment détruit à Baba Amr, Homs, Syrie.
© HCR / Andrew McConnell

Malgré des conditions de travail difficiles, la CICM et son partenaire local ont poursuivi leurs distributions de biens de première nécessité (kits d'hygiène pour adultes et enfants, couvertures, matelas et radiateurs) ainsi que de produits d'usage courant (ustensiles de cuisine, produits de nettoyage et bâches).

La CICM leur a aussi facilité l'accès aux soins de santé. Les cas les plus graves ont reçu une aide médicale d'urgence ou ont été transférés à l'hôpital pour recevoir les soins médicaux ou chirurgicaux indispensables à leur survie. Grâce à ce soutien, les personnes ayant des besoins spécifiques ont reçu des appareils médicaux tels que prothèses, chaises roulantes, chaussures orthopédiques, appareils auditifs et lunettes. La CICM s'est aussi chargée de payer le loyer des familles les plus vulnérables, leur évitant ainsi d'être délogées.

“ Mon bébé était en grave danger après l'accouchement. La couveuse coûtait trop cher pour nous. Il serait sans doute mort sans cette aide. ”

Une bénéficiaire de l'assistance médicale de la CICM, dont le bébé présentait une malformation congénitale et devait être mis en couveuse

Plus de **2'800** personnes ont eu accès à des traitements médicaux ou chirurgicaux indispensables à leur survie.



Environ **1'300** Syriennes ont été accompagnées pendant leur grossesse et assistées lors de l'accouchement. Par la suite, elles et leur bébé ont reçu des soins postnataux.

Environ **970** familles ont reçu des articles domestiques (couvertures, matelas, radiateurs).



Plus de **730** personnes ont reçu un soutien financier pour payer leur loyer.

Plus de **580** personnes ont reçu des appareils médicaux (prothèses, lunettes de vue, chaises roulantes, chaussures orthopédiques).



Jordanie

Fin 2015, plus de 634'000 réfugiés syriens étaient enregistrés par le HCR en Jordanie, mais on estime que leur nombre dépasse 1,4 million : un véritable défi pour les autorités que de gérer ces personnes vulnérables, traumatisées et démunies.

La majorité de ces réfugiés vit hors des camps, en zone rurale ou urbaine, et leur présence pèse lourdement sur les ressources locales (eau, électricité, santé, éducation), des tensions surgissant souvent avec les communautés locales. Les dispositions juridiques qui limitent l'accès des réfugiés à l'emploi les rendent d'autant plus dépendants de l'aide humanitaire, qui seule leur permet de survivre.

Pour les aider à affronter les rigueurs de l'hiver, la CICM a octroyé une aide matérielle ou financière à plus de 4'000 foyers. Plus de 2'800 familles syriennes et jordaniennes ont ainsi reçu directement de l'argent, ce qui leur a permis de gérer elles-mêmes les dépenses du ménage, grâce à un projet financé par ECHO et mis en place en collaboration avec INTERSOS, le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (CNR) et Save the Children-Jordanie. Un autre projet, financé par le Fonds Humanitaire pour la Jordanie géré par OCHA, a permis d'offrir une aide financière à plus de 500 autres familles.

“ Quand nous avons loué cet appartement, nous ne recevions pas d'aide. Notre propriétaire était compréhensif, mais nous voulions lui payer son dû. La CICM nous a donné stabilité et tranquillité. Nous pouvons dépenser l'argent ainsi épargné pour une meilleure nourriture, et des produits d'hygiène et de nettoyage. ”

Une mère de famille syrienne ayant reçu une aide pour payer son loyer

Par ailleurs, 800 familles vulnérables vivant dans le Nord de la Jordanie ont reçu des couvertures, des radiateurs, des cartouches de gaz et des bons pour les recharges, grâce au soutien du Bureau des États-Unis pour la Population, les Réfugiés et la Migration (PRM), et le loyer de quelque 550 familles particulièrement vulnérables a été payé pendant une moyenne de quatre mois. Enfin, la CICM a aussi fourni à plus de 900 familles des biens non alimentaires, notamment des produits de nettoyage et des produits d'hygiène pour adultes et bébés.

Dans le Nord de la Jordanie, la CICM a donc maintenu en 2015 son programme d'aide au paiement du loyer et d'assistance matérielle pendant les mois d'hiver, pour couvrir les besoins essentiels de nombreuses familles. Les familles isolées et les personnes à mobilité réduite ont reçu une assistance matérielle, puisqu'elles n'auraient su que faire d'une aide financière. Par contre, les familles en zone urbaine ou pouvant facilement se déplacer ont reçu une aide en espèces, pour qu'elles puissent acheter elles-mêmes les biens dont elles avaient le plus grand besoin.

Parallèlement à la distribution de biens de première nécessité et à l'assistance financière, la CICM a maintenu son offre de services psychologiques et sociaux dans son Centre de Protection situé dans le Nord de la Jordanie. Le Centre a dispensé des cours d'alphabétisation en langue arabe à des femmes illettrées, et ouvert des groupes de discussion pour que les femmes puissent parler librement de leurs problèmes quotidiens, de leurs traumatismes ou de cas d'abus ou de violence. De leur côté, les enfants ont pris part à des activités ludiques et psychosociales, et reçu des fournitures scolaires et du matériel didactique.

En 2015, le Centre de Protection de la CICM a ouvert ses activités aux familles vulnérables jordaniennes, afin de rapprocher les deux communautés et faciliter leur intégration.



4'121 foyers syriens et jordaniens ont reçu une aide matérielle ou financière pour subvenir aux besoins de leurs familles pour affronter les rigueurs de l'hiver.



5'207 enfants en âge scolaire ont reçu du matériel didactique et récréatif et des fournitures scolaires.



Le 1^{er} novembre 2015, le Commissaire de l'Union européenne à l'Aide humanitaire et la gestion des crises, Christos Stylianides, rend visite à un projet géré par la CICM dans le Nord de la Jordanie.

Plus d'informations sur cette visite :
bit.ly/ECHO-Jordan

Turquie et Liban

Les négociations de paix et les débats intergouvernementaux restant sans résultat, l'instabilité politique grandissante causée par le conflit en Syrie a poussé des centaines de milliers de Syriens à rechercher la sécurité dans les pays voisins.

En 2015, le nombre de Syriens vivant en Turquie est passé de 1,6 à 2,5 millions. Au Liban, face à de nouvelles arrivées d'envergure, l'enregistrement de nouveaux réfugiés syriens a été suspendu en mai ; fin 2015, on en comptait officiellement plus d'un million.

En partenariat avec le Bureau pour la Population, les Réfugiés et la Migration (PRM), la CICM traite depuis plus de 30 ans les dossiers transmis par le HCR des réfugiés candidats à la réinstallation aux États-Unis. Dans ses bureaux d'Istanbul et de Beyrouth du Centre de Soutien à la Réinstallation pour la Turquie et le Moyen-Orient (CSR TuMO), les réfugiés prennent part à un entretien approfondi de présélection, passent un examen médical et suivent des cours d'orientation culturelle destinés à les préparer à leur nouvelle vie.

En 2015, le CSR TuMO a traité un nombre croissant de dossiers de candidats syriens. En matière de réinstallation, les Syriens sont une population réfugiée relativement nouvelle ; à l'inverse des Iraquiens par exemple, relativement peu de dossiers de réfugiés syriens ont été traités au cours de ces dernières années. Traumatés et déboussolés, les Syriens ont eu de la peine à comprendre les différentes options pouvant apporter une solution durable à leur déplacement – et nombreux sont ceux qui gardaient l'espoir de retrouver leur foyer à la fin du conflit. En outre, beaucoup d'entre eux ont envisagé d'abandonner la longue procédure menant à une réinstallation aux États-Unis pour tenter leur chance en Europe, solution qu'ils croyaient à même de couvrir leurs besoins matériels immédiats et d'offrir la protection dont leur famille avait besoin. Ainsi, en 2015, des dizaines de milliers de réfugiés syriens ont fui vers l'Europe, par voie maritime et terrestre, au risque de leur vie.

Dans ce contexte, le personnel de la CICM du CSR TuMO s'est efforcé de traiter vite et efficacement les nouvelles candidatures syriennes, tout en maintenant son aide envers les autres

réfugiés, notamment Afghans, Iraquiens et Iraniens. Le CSR TuMO a donc recruté du personnel supplémentaire. Il a aussi amélioré sa communication externe, afin de mieux informer les réfugiés sur la procédure de réinstallation, confirmer leurs rendez-vous et les encourager ainsi à rester dans le programme.

Tout au long de l'année, le CSR TuMO a organisé 5'541 examens médicaux et dispensé des cours d'orientation culturelle à 4'066 personnes (enfants et adultes). En une année, il a permis la réinstallation de 5'199 hommes, femmes et enfants aux États-Unis.



En octobre 2015, le Président de la CICM Peter Sutherland rend visite au CSR TuMO à Istanbul.

Plus d'informations sur cette visite : bit.ly/Sutherland-RSC



11'038 personnes ont été interviewées au CSR TuMO, dont **40%** de Syriens.

5'199 réfugiés se sont envolés vers les États-Unis par le biais du CSR TuMO.



Le CSR TuMO a organisé **5'541** examens médicaux et dispensé des cours d'orientation culturelle à **4'066** personnes (enfants et adultes).

“ Je suis tellement reconnaissante envers la CICM pour tout ce qu'elle a fait pour nous pendant la procédure de réinstallation. Merci d'avoir examiné mon dossier et travaillé dur pour le faire accepter. Ma petite fille et moi, nous devons la vie à l'engagement de votre admirable personnel. ”

Une réfugiée soutenue par le CSR TuMO



Une réfugiée afghane porte son enfant après son arrivée sur un canot à l'île grecque de Lesbos, en novembre. © Reuters / Yannis Behrakis

Grèce

En 2015, la Grèce a reçu sur ses côtes un nombre exponentiel de migrants, de réfugiés et de requérants d'asile fuyant la guerre, les persécutions et la pauvreté en quête d'asile et de protection en Europe. Plus de 858'000 arrivées ont été enregistrées en une année.

La plupart sont arrivés par la mer, faisant de la Grèce la première porte d'entrée de l'Europe. Ils sont surtout Syriens, mais ils proviennent aussi d'Érythrée, d'Iraq, d'Afghanistan et d'autres pays. Un réfugié sur trois est un enfant.

Traversant une grave crise économique et atteinte par les mesures d'austérité et de draconiennes coupes budgétaires, la Grèce peine à gérer l'accueil de tous ces migrants et réfugiés. Sur les îles grecques notamment, les autorités locales manquent de personnel et de ressources pour garantir un accueil digne et équitable à tous les nouveaux arrivants.

Ils arrivent depuis la Turquie sur de petites embarcations bondées; ils ont couru tous les dangers dans cette traversée et beaucoup sont au bord de l'épuisement. Ils ne possèdent presque rien, et méconnaissent l'aide et la protection qu'ils pourraient demander. Et parce qu'en Grèce règnent la crise et le chômage, la plupart des réfugiés et des migrants ne restent que quelques jours, poursuivant leur voyage par la route des Balkans (d'abord par la Macédoine, la Serbie et la Hongrie, puis, quand la Hongrie a fermé ses frontières avec la Serbie, par la Croatie). Leur objectif, ce sont les pays du Nord de l'Europe. Mais de par leur grand nombre et les restrictions frontalières imposées par les pays voisins, les migrants et les réfugiés restent massés à la frontière entre la Grèce et la Macédoine, abandonnés à leur sort dans des camps improvisés aux conditions de vie insalubres et peu sûres.

Présente en Grèce depuis 2010, la CICM a maintenu sa collaboration avec le HCR afin d'aider le pays hôte à accueillir, enregistrer et protéger les personnes en quête de protection internationale. L'équipe de la CICM à Athènes a sélectionné et recruté 44 professionnels dotés d'une forte expertise juridique pour prendre part aux opérations du HCR en Grèce. La plupart d'entre eux ont été dépêchés dans les principaux lieux d'arrivée des réfugiés syriens (Chios, Kos, Leros, Lesbos, Rhodes et Samos). L'équipe de la CICM a informé les nouveaux arrivants de leurs droits, identifié leurs problèmes et aidé les autorités à gérer les procédures d'accueil, afin d'éviter aussi les renvois illégitimes.

D'autres collaborateurs de la CICM ont été déployés auprès du Service Central de l'Asile à Athènes et dans les Bureaux Régionaux de l'Asile, où ils ont facilité la tâche des autorités grecques dans différents domaines: contrôle de qualité des procédures d'asile appliquées par le Service de l'Asile, questions juridiques, analyse des informations et gestion de projets. Ils ont aussi collaboré à la recherche et à la gestion des informations concernant le pays d'origine des nouveaux arrivants.



858'000 migrants, réfugiés et requérants d'asile ont été enregistrés en Grèce en 2015. Ils sont presque tous arrivés par la mer.



La CICM a déployé **44** experts pour participer aux opérations du HCR en Grèce. Ils ont travaillé dans les principaux lieux d'arrivée, à **Chios, Kos, Leros, Lesbos, Rhodes et Samos**, ainsi que dans les centres d'accueil à Athènes et le long de la frontière macédonienne.

Plaidoyer pour **améliorer la protection** des réfugiés du Moyen-Orient

Face à l'augmentation des tragédies en Mer Méditerranée et leurs milliers de victimes mortelles, la CICM a multiplié ses appels aux gouvernements et organisations intergouvernementales, demandant le renforcement des moyens de protection des personnes démunies. La CICM a notamment plaidé la cause des réfugiés syriens lors de rencontres de haut niveau, aux Nations Unies et dans les autres instances internationales.



Une réfugiée attend de pouvoir traverser la frontière vers l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine.
© HCR / Achilleas Zavallis

En mars, la CICM a rédigé et prononcé une déclaration devant le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, au nom de 125 organisations travaillant en faveur des migrants, pour tirer la sonnette d'alarme face au nombre de migrants morts en Mer Méditerranée et au manque de réponse appropriée et coordonnée des États membres de l'Union européenne et des autres gouvernements. Elle les exhortait tous à redoubler d'efforts pour lutter contre les causes premières de la migration, ainsi qu'à proposer aux réfugiés de nouvelles opportunités de réinstallation et d'admission humanitaire.

Lors de sa réunion à Rome le 20 avril, le Comité directeur de la CICM a exprimé sa vive inquiétude face aux tragédies survenant en Méditerranée. Quelques jours après la réunion du Conseil, la CICM a publié une liste de mesures clés à adopter à court et à long terme pour faire face à l'urgence. Elle demande notamment l'adoption d'un plan d'action global, qui comprendrait la création

de routes humanitaires sûres pour la migration légale, la promotion de modèles d'accueil et d'intégration des réfugiés et des migrants, et la recherche de solutions politiques qui permettent de véritablement protéger les populations des pays déchirés par les conflits, qu'elles soient restées sur place ou non. Cette déclaration a été largement reprise et diffusée par les organisations de la société civile et les agences internationales.

Prenant la parole lors de la réunion du Conseil de l'Organisation Internationale pour les Migrations, en novembre, la CICM a une fois encore plaidé pour l'adoption d'un plan d'action similaire à celui que la communauté internationale avait adopté envers les réfugiés vietnamiens entre 1979 et 1997. Elle a affirmé que ce plan permettrait de remplir l'engagement de « faciliter la migration de façon ordonnée, sans danger, légale et responsable », engagement pris par 193 gouvernements dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable.

“ Il est temps de ranimer la coopération qui, il y a une génération, a su soulager les souffrances des « boat people » du Sud-Est asiatique, en mettant sur pied une migration ordonnée et sans danger, par le biais de la réinstallation et de l'octroi de visas humanitaires, dans le cadre d'un Plan d'action global.

Il est temps également de réviser le Règlement de Dublin, afin de favoriser la solidarité, l'humanité et la cohérence de la politique d'asile dans toute l'Europe, notamment pour que les requérants d'asile ne soient pas renvoyés dans le pays de première arrivée pour déposer leur demande d'asile. ”

John K. Bingham, Responsable de la Politique de la CICM, déclaration prononcée devant le Conseil des Droits de l'Homme en mars

Déclaration complète : bit.ly/bingham-statement

Europe : promotion de l'ouverture de **routes légales et sécurisées**, de la solidarité et de communautés accueillantes pour les réfugiés

Situé au cœur des prises de décision à l'échelle européenne, le bureau de la CICM à Bruxelles a suivi de près l'évolution politique de la crise des réfugiés, tandis que plus d'un million de personnes traversaient la Méditerranée pour trouver asile et protection en Europe.

Poursuivant ses efforts de plaidoyer, la CICM a réitéré ses appels en faveur de la réinstallation et d'autres voies légales et sécurisées pour l'installation des réfugiés en Europe, en particulier par les admissions pour raisons humanitaires, les parrainages communautaires, le regroupement des familles élargies, les visas humanitaires et les bourses universitaires. Publié en juin, le rapport de la CICM **10% des réfugiés syriens: mise en perspective mondiale des réponses de l'Europe en matière d'admission et de réinstallation** décrit la situation de millions de réfugiés syriens vivant en Turquie, en Jordanie et au Liban, sans accès à l'emploi, l'éducation ou les soins médicaux. Le rapport demande un renforcement de l'aide humanitaire et de la solidarité envers les Syriens et exhorte les gouvernements à adopter un plan d'action global qui permette l'ouverture de 400'000 places de réinstallation ou d'autres types d'admission.

“ Le Réseau SHARE ne facilite pas que l'échange de bonnes pratiques – il aide aussi à la création d'une culture de l'accueil et de la réinstallation en Europe. ”

Michael Diedring, Secrétaire Général du Conseil Européen pour les Réfugiés et les Exilés (ECRE), lors de la conférence de SHARE en octobre 2015

La CICM – Europe a aussi suivi de près la mise en œuvre des propositions formulées dans le cadre de l'Agenda européen sur la migration, qui prévoyait la relocalisation des réfugiés arrivés en Italie et en Grèce, deux pays faisant face à une très forte pression migratoire du fait de leur position géographique à la frontière Sud de l'Union européenne.

En partenariat avec le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM), la CICM – Europe a aussi rappelé l'importante contribution que les migrants apportent à la société, par le biais de fiches d'information et d'autres moyens de communication visant à contrer les clichés négatifs à l'égard des migrants.

Les activités du Réseau SHARE, coordonné par la CICM – Europe, sont le fruit de quatre ans de coopération et d'échanges entre les régions, les villes, les partenaires de la société civile et les églises qui promeuvent l'accueil et l'intégration des réfugiés en Europe. Encouragé par les nombreuses initiatives citoyennes lancées dans tout le continent pour mieux répondre à l'afflux sans précédent de réfugiés, SHARE a organisé plusieurs conférences, programmes de formation, visites et webinaires afin de faire connaître les meilleures solutions et améliorer l'accueil et l'intégration des réfugiés par les communautés locales. La conférence du Réseau SHARE qui, le 20 octobre, a réuni plus de 140 participants à Bruxelles, a permis de débattre des politiques de placement et d'intégration des réfugiés. À cette occasion, le Réseau a publié une déclaration de principe, « Protéger et accueillir les réfugiés en Europe », avalisée par 40 organisations.



Depuis 2012, le réseau SHARE a établi des liens entre **1'200** acteurs locaux dans **23** pays européens.



140 représentants de municipalités, régions, ONG, initiatives citoyennes et organisations professionnelles en provenance de **20** pays européens, ont participé à la conférence du Réseau SHARE.



Le 20 octobre 2015, le Président de la CICM Peter Sutherland s'est adressé à la Conférence du Réseau SHARE à Bruxelles sur le thème « Protéger et accueillir les réfugiés en Europe pour répondre à une crise sans précédent ».

Voir la vidéo : bit.ly/sutherland-share

Forum Mondial sur la Migration et le Développement : la migration forcée et la protection des réfugiés au cœur des débats

Pour la quatrième fois d'affilée, la CICM a été chargée d'organiser les activités de la société civile lors du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD), qui s'est tenu à Istanbul du 12 au 16 octobre 2015. Le FMMD débutait par deux Journées de la société civile, coordonnées par la CICM, auxquelles 225 représentants du monde entier ont participé pour préparer les messages à transmettre aux gouvernements lors de la journée de réunions conjointes, suivie d'un sommet de deux jours réunissant plus de 150 gouvernements.

Aussi bien les représentants de la société civile que les gouvernements ont abordé un large éventail de sujets touchant à la migration et au développement, notamment la mise en œuvre au cours des 15 prochaines années des nouveaux Objectifs du Développement Durable (adoptés à l'unanimité par 193 gouvernements quelques semaines plus tôt, lors de l'Assemblée Générale de l'ONU), mais aussi l'amélioration de la protection offerte aux migrants dans l'urgence et lors de leurs déplacements, l'intégration et l'émancipation des migrants et de la diaspora, le respect des droits des travailleurs, et la réforme des pratiques de recrutement des travailleurs migrants. Réuni dans le pays accueillant le plus grand nombre de réfugiés au monde, le FMMD a abordé pour la première fois des sujets directement liés aux réfugiés et à la migration forcée.

Peter Sutherland, Président de la CICM et Représentant Spécial de l'ONU pour la migration internationale, a délivré tout au long du Forum un message très dynamique et concret, notamment en orateur et acteur majeur des Journées de la société civile, exigeant que soient mieux organisées les voies d'accès et d'admission des réfugiés dans des pays sûrs, et appelant au partage des responsabilités entre États européens. Il exprima aussi sa préoccupation face aux attitudes xénophobes qui se propagent dans les sociétés occidentales, rappelant qu'il faut lutter contre l'ostracisme dont sont victimes les réfugiés.

Le Responsable de la Politique de la CICM, John K. Bingham, mena quant à lui les débats d'une session de la société civile sur les voies alternatives de développement et les solutions contre la migration forcée, se faisant l'auteur d'une « Proposition d'ac-

tion » largement reprise par Anne C. Richard, Secrétaire d'État adjointe pour la Population, les Réfugiés et la Migration (PRM) des États-Unis, pendant la table ronde des gouvernements sur le même sujet. Une session consacrée à la protection et à l'identification de solutions durables pour les réfugiés fut modérée par Petra Hueck, Responsable de la CICM – Europe, qui a aussi présenté son dernier rapport **10% des réfugiés syriens : mise en perspective mondiale des réponses de l'Europe en matière d'admission et de réinstallation**, publié en juillet 2015.

Les Journées de la société civile furent présidées par Ignacio Packer, Secrétaire Général de la Fédération internationale de Terre des Hommes, et par Fatumo Farah, Directrice de la filiale néerlandaise de Himilo Relief and Development Association (HIRDA). Farah, elle-même réfugiée, a raconté comment elle avait été forcée d'abandonner son foyer en Somalie. Et, lors d'une présentation émouvante, Abu Kurke Kabeto, un jeune homme qui a dû fuir l'Éthiopie en 2008 à cause des violences commises contre son groupe ethnique, a raconté sa tragique traversée de la mer Méditerranée, sur un bateau transportant 72 personnes, dont neuf seulement ont survécu.

Prenant la parole lors de la Cérémonie d'ouverture du FMMD devant tous les participants de la société civile et 500 délégués gouvernementaux, Ignacio Packer a présenté les recommandations issues des débats de la société civile, en attirant particulièrement l'attention sur la crise des réfugiés syriens et les autres victimes de déplacement forcé au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Europe.



339 participants ont participé aux Journées de la société civile du FMMD 2015, dont **225** délégués de la société civile.



Environ **50%** des délégués de la société civile étaient des migrants ou représentaient des organisations de migrants ou de la diaspora.



Des délégués en provenance de **4** continents :
30 pays d'Afrique,
33 d'Asie,
26 des Amériques et
25 d'Europe.



Le programme des Journées de la société civile a donné la parole à plus de **80** leaders d'opinion et lanceurs d'idées parmi les délégués de la société civile et les observateurs.

“Aujourd’hui encore, quand je vois tant d’autres gens vivre la même tragédie, comme le petit Alan Kurdi trouvé mort sur une plage de Turquie, mon cœur saigne. Je suis très triste de voir que cela continue. La communauté internationale peut faire quelque chose pour mettre un terme à cette situation.”

Abu Kurke Kabeto, l’un des neuf survivants d’un bateau à la dérive en Méditerranée pendant deux semaines, prend la parole lors du Forum Mondial sur la Migration et le Développement à Istanbul

Discours d’Abu Kurke :
bit.ly/abu-gfmd-2015



La réaction des membres de la CICM face à la crise des réfugiés en Europe

L'Église catholique en Europe s'engage depuis fort longtemps au service des réfugiés et des migrants, leur prêtant assistance tant dans leur pays d'origine que dans les pays d'accueil. Pendant la crise des réfugiés en 2015, les églises catholiques européennes ont tenté de subvenir aux besoins urgents de réfugiés et migrants, fournissant aux personnes les plus démunies de la nourriture, des vêtements et un endroit où loger en toute sécurité.

“ Nous sommes conscients que la réinstallation est un processus complexe. Les communautés locales doivent être des partenaires dès la phase de planification : c'est indispensable pour répondre aux nombreux besoins des réfugiés et permettre une solution viable pour tous. ”

Un représentant de l'église catholique irlandaise, à propos de l'intégration de réfugiés du Moyen-Orient en Irlande



© CICM / Nathalie Perroud

Ayant entendu le Pape François qui, lors de l'Angélus prononcé en septembre 2015, demandait à chaque paroisse d'accueillir une famille de réfugiés, les communautés catholiques de toute l'Europe ont activement « accueilli l'étranger », ouvrant leurs portes et leur cœur aux réfugiés du Moyen-Orient.

Ces communautés n'ont pas seulement offert leur assistance lors de leur arrivée : elles ont joué un rôle essentiel dans l'intégration des réfugiés et des migrants, par exemple en dispensant des cours de langue qui leur permettent de s'intégrer et de trouver un emploi.

Les églises catholiques ont aussi encouragé le respect et la compréhension pour surmonter la peur et la méfiance des communautés locales à l'encontre des réfugiés. En Suède par exemple, les paroisses ont ouvert des lieux de rencontre pour réfugiés de cultures et religions différentes, afin de promouvoir la confiance et la coopération. En Angleterre et au Pays de Galles, l'église catholique a dispensé des cours pour « Comprendre l'Islam », afin d'aider les Catholiques à mieux connaître la foi musulmane et leur permettre d'échanger leurs opinions librement.



22'600 requérants d'asile ont trouvé un logement dans 1'600 diocèses italiens.



L'église catholique grecque a distribué 2'000 portions alimentaires deux fois par semaine, et des vêtements une fois par semaine, aux réfugiés et migrants bloqués à Idomeni, près de la frontière grecque avec l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine.



L'Archevêque de Vienne, Cardinal Christoph Schönborn, a proposé 1'000 places d'accueil pour les réfugiés dans ses paroisses.

La réponse de la CICM aux États-Unis

Par le biais de son Bureau de liaison situé à Washington DC, la CICM a poursuivi son travail d'accompagnement des réfugiés qui ont pu se réinstaller aux États-Unis, grâce aux efforts de son Centre de Soutien à la Réinstallation en Turquie et au Liban, afin de leur garantir une transition en douceur dans leur nouvelle vie.



Une fillette réfugiée à l'école primaire d'Anza, El Cajon, Californie. © CICM

En étroite collaboration avec les Services pour les Migrants et les Réfugiés (MRS) de la Conférence épiscopale catholique des États-Unis (USCCB), ainsi qu'avec d'autres agences nationales de réinstallation et les autorités publiques, la CICM a suivi de près la vie des réfugiés réinstallés, et ce dès leur arrivée; elle a aussi mené des activités de plaidoyer politique pour assurer leur protection et aider à leur intégration. Elle a notamment facilité la réunification des réfugiés nouvellement arrivés avec leur famille déjà installée, plaidé la cause de certains cas particuliers et sensibilisé le public et les autorités aux besoins des nouveaux arrivants.

En 2015, la priorité du travail politique de la CICM aux États-Unis s'est centrée sur la réinstallation des réfugiés syriens. Avec l'aide du Refugee Council USA (RCUSA), la CICM a demandé au gouvernement fédéral de prendre des mesures extraordinaires pour accroître le nombre de réfugiés syriens admis aux États-Unis en 2016. La CICM a aussi attiré l'attention sur le sort des minorités religieuses et ethniques de Syrie et d'Iraq.

En novembre, après les attentats de Paris, la CICM s'est efforcée de lutter contre les sentiments de peur et de rejet à l'égard des réfugiés. Jane Bloom, Responsable du Bureau de la CICM à Washington, a présenté la minutieuse procédure de réinstallation à différentes parties prenantes, pour expliquer l'efficacité des procédures de contrôle et de validation, et elle a rencontré les Coordinateurs des questions liées aux réfugiés dans les États pour qu'ils conseillent dûment leur Gouverneur sur les questions de sécurité. Malheureusement, fin 2015, trente-et-un Gouverneurs s'étaient opposés à réinstaller des réfugiés syriens et iraqiens dans leur État. En collaboration avec ses partenaires de l'Église, RCUSA et d'autres ONG, la CICM continue de plaider la cause de la réinstallation en tant que solution durable pouvant sauver la vie de bien des réfugiés de Syrie et d'Iraq.

Fort de sa longue expérience en réinstallation aux États-Unis des Baha'i iraniens et d'autres membres de minorités religieuses ou ethniques du Moyen-Orient, la CICM a maintenu d'étroites relations avec les minorités nouvellement arrivées et leurs leaders religieux; elle a aussi largement fait connaître les meilleures solutions en matière d'accueil et d'intégration de nouveaux réfugiés. En février, des représentants de la CICM – USA ont visité la ville de El Cajon, en Californie, qui a accueilli des milliers de Catholiques chaldéens en provenance d'Iraq, et dont beaucoup étaient passés par les bureaux du CSR à Istanbul ou à Beyrouth. Les collaborateurs de la CICM ont pu leur rendre visite chez eux; ils ont aussi organisé des séances de groupes pour identifier, grâce aux témoignages des réfugiés réinstallés, les meilleures pratiques et les éventuelles défaillances du processus de réinstallation. Ils ont aussi organisé des réunions et des tables rondes avec l'Évêque chaldéen, d'autres représentants ecclésiastiques, des organisations d'entraide catholique, ainsi qu'avec la police et les enseignants, qui, tous ensemble, forment le socle sur lequel les réfugiés nouvellement arrivés aux États-Unis pourront reconstruire leur vie en réussissant leur intégration.

“ Ici, je vis en paix et en sécurité. En Iraq, le soir je ne savais jamais si mon mari rentrerait vivant à la maison. ”

Une réfugiée chaldéenne d'Iraq, réinstallée par le CSR TuMo de Beyrouth, et qui vit maintenant avec son fils et son mari à El Cajon, en Californie





SATISFAIRE LES BESOINS
D'AUTRES RÉFUGIÉS
ET MIGRANTS

Le Programme CICM-HCR de Déploiement de Personnel en Réinstallation

Depuis 1998, la CICM collabore avec le HCR dans le déploiement de personnel hautement qualifié dans les bureaux de terrain du HCR aux quatre coins du monde.

Par le biais du Programme CICM-HCR de Déploiement de Personnel en Réinstallation, la CICM envoie des experts en réinstallation, détermination du statut de réfugié et protection des enfants sur les lieux d'opérations du HCR, afin d'identifier, puis de préparer et de soumettre le dossier de réfugiés vulnérables, candidats à la réinstallation dans un pays tiers.

Au fil des ans, le Programme a considérablement amélioré la capacité du HCR à identifier et réinstaller les réfugiés les plus vulnérables, notamment les femmes en danger, les mineurs non accompagnés, les victimes de torture ou d'autres formes de violence, les personnes handicapées ou d'autres personnes ayant besoin de protection.

En 2015, le HCR a renouvelé son partenariat avec la CICM et augmenté le financement du Programme, ainsi que le nombre d'experts déployés. Le Programme a ainsi sélectionné et géré un chiffre record de 189 professionnels hautement qualifiés. Il a été possible dans 97% des cas de recruter et d'envoyer ces experts sur le terrain en moins de deux mois, véritable exploit si l'on pense que la plupart des missions du HCR se trouvent dans des zones reculées et périlleuses. La majorité de ces experts a été déployée en Afrique et au Moyen-Orient.

Durant l'année, ces professionnels ont évalué les besoins de 121'736 personnes et préparé et soumis au HCR le dossier de candidature à la réinstallation de 104'570 personnes. La plupart des candidats à la réinstallation provenaient de Syrie, de la République Démocratique du Congo et de Somalie. Les experts en réinstallation de la CICM ont soumis la candidature de 33'656 réfugiés syriens, ce qui a largement contribué à améliorer le nombre de dossiers de réfugiés syriens soumis par le HCR en vue de leur réinstallation ou d'une autre forme d'admission dans un pays tiers.

De leur côté, les experts en protection des enfants ont conduit 3'873 évaluations de la situation et des besoins d'enfants réfugiés, concernant 8'787 personnes, pour établir quelles seraient

les mesures à long terme les plus appropriées pour des enfants réfugiés non accompagnés ou séparés de leur famille. Enfin, d'autres personnes déployées possèdent une réelle expertise dans l'évaluation de l'admissibilité des requérants d'asile au statut de réfugié: en 2015, ils ont analysé le cas de 1'928 personnes.

Le partenariat entre la CICM et le Département canadien de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté (IRCC) s'est également maintenu. Dans le cadre de ce projet, l'IRCC a financé le déploiement de 21 experts dans 16 lieux de 9 pays différents. La majorité d'entre eux a travaillé en Afrique.

“La réinstallation est la seule option durable pour les réfugiés ici en Éthiopie. Mais les places ouvertes à la réinstallation ne correspondent pas aux besoins des réfugiés. Les plus vulnérables, comme les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, ont des besoins spéciaux. Nous devons leur offrir d'autres possibilités de réinstallation.”

Un fonctionnaire gouvernemental dans un camp de réfugiés en Éthiopie, où des experts de la CICM ont été déployés en 2015



En 2015, les experts de la CICM ont travaillé dans **78** bureaux de terrain du HCR dans **39** pays. La majorité a travaillé en Afrique (**57%**), suivie par le Moyen-Orient (**19%**), l'Asie (**16%**) et les autres régions (**8%**).



Les experts en réinstallation ont évalué les besoins de **121'736** personnes et transmis au HCR le dossier de candidature à la réinstallation de **104'570** personnes, dont **33'656** réfugiés syriens.



© CICM / Nathalie Perroud

Jason Bell est un expert en protection des enfants déployé par le Programme CICM-HCR de Déploiement de Personnel. En 2015, il a travaillé dans le bureau auxiliaire du HCR de Shire, au Nord de l'Éthiopie, près de la frontière avec l'Érythrée.

Pour en savoir plus sur son travail aux côtés des enfants réfugiés non accompagnés : bit.ly/jason-ethiopia

Malaisie

En 2015, plus de 150'000 réfugiés enregistrés en Malaisie continuent de pâtir des conséquences d'un vaste vide juridique.

La Malaisie n'a pas ratifié la Convention de 1951 sur les Réfugiés et ne s'est toujours pas dotée d'un cadre législatif ou administratif qui définisse les droits et les obligations des nombreuses communautés réfugiées d'origine birmane, ainsi que d'autres requérants d'asile et migrants sans papiers se trouvant dans le pays. En l'absence d'un cadre protecteur, qui concernerait l'accès à l'éducation, aux soins médicaux et à l'emploi, les femmes et les enfants réfugiés sont souvent victimes de violence et d'abus, qu'ils ne dénoncent que rarement par respect des traditions ou peur des représailles.

En 2015, la CICM a maintenu ses activités ancrées dans les communautés afin de prévenir la violence sexiste parmi les populations réfugiées, qu'elles soient d'origine birmane ou d'ailleurs, qui vivent dans les zones urbaines de Malaisie.

Grâce à sa hotline ouverte aux victimes de violence sexuelle ou sexiste (VSS), la CICM a pu répondre à 95 victimes de violence domestique, de viol ou de harcèlement sexuel, et à des enfants maltraités. Elle a offert aux victimes et à leurs enfants un logement dans un lieu sûr, des soins médicaux, psychologiques et sociaux, des conseils, et des services de transport et d'interprétation le cas échéant. Une thérapie par le jeu a permis aux enfants ayant subi ou ayant été témoins de traitements abusifs de surmonter leur traumatisme. Dans certains cas, les hommes violents ont aussi suivi des séances de thérapie, individuelle ou familiale, pour qu'ils cessent de maltraiter leurs épouses ou leurs enfants. Et certaines survivantes particulièrement vulnérables ont reçu une aide matérielle et financière d'urgence.

Le Corps de protection de femmes réfugiées (RWPC), un groupe de volontaires birmans formés par la CICM, a organisé des activités de sensibilisation à la violence sexuelle et sexiste auprès de 5'911 réfugiés adultes à Kuala Lumpur, la Vallée du Klang et Penang. S'adressant aux communautés Rohingya, Chin et d'autres ethnies birmanes, les volontaires de la CICM ont formé et sensibilisé les réfugiés birmans dans leurs maisons, leurs écoles et les centres communautaires. Les volontaires Rohingya recrutées par la CICM sont souvent illettrées

mais, après leur formation, elles acquièrent le courage et les compétences pour parler en public et faire du porte-à-porte auprès de nombreuses communautés.

La CICM a aussi soutenu des organisations communautaires pour qu'elles gèrent de petits projets de prévention de VSS au sein des communautés réfugiées birmanes et Rohingya. Le Women Support Centre de Kuala Lumpur a apporté une aide multiforme aux survivantes de la violence sexiste et organisé des ateliers de sensibilisation auxquels ont participé 94 membres de la communauté Rohingya; au vu de ces résultats encourageants, le projet s'est agrandi en décembre avec l'ajout de cours d'anglais et de cuisine. En collaboration avec Coalitions of Burma Ethnic Malaysia, la CICM a organisé un camp de formation pour sensibiliser à la violence sexiste les adolescents âgés de 13 à 17 ans et leur offrir des cours sur les précautions à prendre, l'importance du respect mutuel et la gestion du stress.

En étroite collaboration avec le HCR en Malaisie, la CICM a aussi soutenu des victimes de violence sexiste pour qu'elles puissent déposer plainte et obtenir des conseils juridiques. En outre, à la demande du HCR, les conseillères de la CICM ont offert des conseils aux membres de leur communauté victimes de violence sexuelle ou sexiste réfugiées dans les abris communautaires soutenus par le HCR. Les survivantes ont confirmé l'importance de ces séances, qui les aident à se remettre de leur traumatisme et à reconstruire leur stabilité émotionnelle et leur confiance en elles.



En 2015, la CICM Malaisie a adressé des messages de sensibilisation à la violence sexuelle et sexiste à 5'911 réfugiés adultes, à Kuala Lumpur, la Vallée du Klang et Penang.

“ Je suis très reconnaissante à la CICM pour son aide financière et pour ses conseils, qui m'ont aidée à faire face à ma situation. Je ne m'attendais pas à tant de générosité quand je suis allée expliquer ma situation à la CICM. ”

Une femme Chin de 29 ans qui a reçu une aide financière d'urgence de la part de la CICM



En mai 2015, des représentants de la CICM-Malaisie ont parlé des approches communautaires de protection des réfugiés urbains, dans un webinaire co-organisé avec le HCR.

En savoir plus :
bit.ly/webinar-malaysia

Pakistan

Avec plus d'un million et demi de réfugiés afghans, le Pakistan est toujours en 2015 le deuxième pays au monde qui compte le plus grand nombre de réfugiés à l'intérieur de ses frontières. Cette population vulnérable doit relever des défis quotidiens, allant de l'accès aux soins et à la protection en cas d'abus ou de violence physique, jusqu'à l'accès à la formation et à l'emploi.



Un jeune réfugié afghan participe à une formation en Hygiène et Assainissement, organisée pour les enfants par la CICM dans le district de Charsadda, au Pakistan. © CICM / Adnan Naseem

La CICM a maintenu en 2015 son soutien aux réfugiés et à d'autres personnes vulnérables au Pakistan, en gérant plusieurs projets visant à protéger les victimes de violence sexuelle et sexiste (VSS), à améliorer les revenus des familles et à restaurer deux écoles.

Les survivantes de VSS et d'autres réfugiés dont la vie était en danger ont pu être logés en lieu sûr et recevoir des soins médicaux, un soutien psychosocial et des conseils thérapeutiques pour sortir de la dépression et surmonter leur peur.

À Islamabad, le personnel de la CICM a mené des entretiens à domicile avec des enfants vulnérables que le HCR lui avait signalés, afin d'évaluer leur situation, de comprendre quel était l'intérêt supérieur de chaque enfant et de trouver la solution durable la plus appropriée pour assurer leur protection.

Dans le district de Charsadda, la CICM a poursuivi ses efforts visant à améliorer les revenus des réfugiés afghans et des membres des communautés pakistanaises d'accueil. Elle a mis sur pied des forma-

tions professionnelles, puis leur a octroyé de petites subventions et, grâce à son réseau de contacts avec des employeurs et un système de parrainage à l'emploi, elle a aidé les bénéficiaires à trouver un emploi ou à créer leur propre petite entreprise, leur permettant ainsi d'améliorer la situation financière de leur famille.

La CICM a aussi travaillé à la restauration des infrastructures de deux écoles dans le district de Nowshera: une école primaire pour les garçons et une école secondaire pour les filles. Le but de ce projet est d'améliorer le taux de scolarisation des enfants, y compris des enfants réfugiés. Le projet comprenait la construction de salles de cours supplémentaires, d'un court de badminton, d'un laboratoire de sciences entièrement équipé et de nouvelles toilettes et zones sanitaires. La CICM a aussi équipé ces écoles en leur fournissant notamment des tables, des chaises, des kits d'hygiène et des trousseaux de pharmacie. Elle a aussi dispensé des cours d'hygiène personnelle et de santé et distribué du matériel didactique dans ce domaine. À l'école primaire, le nombre de garçons est passé de 119 à 160 élèves, dont 83 réfugiés afghans. L'école secondaire a aussi vu s'élever le nombre d'inscriptions: 405 jeunes filles en 2015 contre 390 l'année précédente. En outre, le taux d'abandon a fortement diminué et le taux d'assiduité a augmenté de 98%.



En 2015, **4'387** personnes ont bénéficié du projet d'aide aux moyens de subsistance. **70%** des personnes formées ont été aidées par la CICM pour trouver un emploi.



La CICM a organisé **382** sessions individuelles et **47** sessions de groupe pour aider les réfugiées victimes de la violence sexuelle et sexiste à surmonter leur traumatisme et retrouver confiance en elles.



Grâce à la restauration des infrastructures de deux écoles publiques, le nombre d'élèves est passé de **119** à **160** garçons inscrits à l'école primaire, et de **390** à **405** jeunes filles à l'école secondaire. Le taux d'assiduité s'est accru de **98%**.

“ Je remercie la CICM d'avoir accordé une bourse à mon fils pour qu'il puisse poursuivre ses études après la cinquième primaire. ”

Un réfugié aidé par la CICM au Pakistan

« ICMC Cares »

Au cours des dernières décennies, l'espérance de vie de la population européenne s'est fortement allongée. Les personnes âgées ne désirant pas – ou ne pouvant pas – intégrer une institution spécialisée ont donc besoin de personnes qualifiées qui puissent les accompagner et les soigner à domicile.

Ces soins d'accompagnement à domicile sont souvent prodigués par des migrants d'Europe de l'Est, qui se sont rendus en Europe de l'Ouest dans l'espoir de trouver un emploi. Cependant, leur manque de connaissances de la langue ou de la législation locale du travail les rend vulnérables aux conditions de travail inéquitables, voire à l'exploitation, imposées par des employeurs peu scrupuleux.

Afin de répondre au besoin croissant de personnel paramédical qualifié pour accompagner les personnes âgées en Europe et, parallèlement, de protéger les migrants d'une éventuelle exploitation, la CICM a lancé le programme « ICMC Cares » en 2013. Ce programme permet la sélection et la formation certifiée de professionnels paramédicaux d'Europe de l'Est, qui, par la suite, trouveront un emploi dans l'accompagnement à domicile.



© CICM

En 2015, à l'Hôpital de neurologie de Gorne, en Pologne, « ICMC Cares » a formé et remis un certificat à 25 professionnels d'origine polonaise.

Après leur formation, qui porte en particulier sur les maladies neurodégénératives, ces nouveaux aides-soignants ont trouvé un premier emploi dans des hôpitaux locaux ou institutions médico-sociales de la région des Carpates, afin de consolider leurs compétences avant de travailler en Europe de l'Ouest. Les organisations partenaires de « ICMC Cares » ont formé 75 professionnels supplémentaires, et plus de 150 candidats ont été sélectionnés en Pologne, en Ukraine et en Géorgie pour participer au programme en 2016.

Luttant contre le sentiment de peur ou de rejet face aux mouvements migratoires, « ICMC Cares » a établi de nouveaux partenariats avec les autorités locales et les services publics régionaux de placement, ainsi qu'avec d'autres partenaires institutionnels ou privés. Six nouveaux centres de formation et deux hôpitaux se sont ralliés au programme, élargissant ainsi le réseau d'infrastructures capables de doter les candidats de solides compétences professionnelles. La coopération entre pays de l'Est et pays de l'Ouest a également été renforcée, afin de permettre à ces professionnels qualifiés d'obtenir un travail décent en Europe de l'Ouest.

“ C'est toujours merveilleux de voir des professionnels compétents prendre soin des gens qui en ont vraiment besoin. Notre but est de fournir aux pays d'Europe de l'Ouest des personnes de valeur, hautement qualifiées, pour les soins et l'accompagnement à domicile. Je suis persuadé du haut potentiel de notre collaboration. ”

Dr. Rafal Bieniada, Président de l'Institut de Sciences appliquées et Technologie à Gorne, en Pologne



« ICMC Cares » et ses partenaires ont dispensé une formation certificative à plus de **100** professionnels paramédicaux.



150 candidats ont été sélectionnés dans plusieurs pays d'Europe de l'Est pour suivre le programme de formation en 2016.



6 centres de formation et **2** hôpitaux ont rejoint le programme en 2015.

Réseau Migration et Développement de la Société Civile (MADE)

Coordonné par la CICM, avec des projets et des partenariats sur quatre continents, le Réseau Migration et Développement de la Société Civile (MADE) est une plateforme de travail ouverte aux organisations de la société civile qui s'y retrouvent pour promouvoir les politiques fondées sur les droits, les bonnes pratiques et les stratégies de plaidoyer en faveur des migrants du monde entier.

Le Réseau MADE est financé en partie par l'Union européenne, avec un important cofinancement collecté et alloué par la CICM. En 2015, le Réseau MADE a insisté sur l'inclusion explicite des migrants et de la migration dans les nouveaux Objectifs du Développement Durable (ODD), adoptés à l'unanimité par 193 gouvernements lors de l'Assemblée Générale de l'ONU en septembre. Comme MADE l'avait demandé, des sujets fondamentaux tels que la protection des droits des travailleurs migrants, le développement de formes de migration ordonnées, sans danger et légitimes, et la lutte contre la traite des êtres humains, ont été inclus dans les ODD – et s'appliquent à tous les migrants, quel que soit leur statut juridique.

Le Réseau MADE a poursuivi son travail politique visant à réformer les pratiques de recrutement des travailleurs migrants, pour mettre fin aux abus, trop nombreux dans des secteurs tels que le travail domestique, les soins à domicile, la construction, l'agriculture, le tourisme et l'hôtellerie. Migrant Forum in Asia, partenaire de MADE, a organisé des réunions sur tout le continent avec les travailleurs migrants eux-mêmes, pour proposer de nouvelles mesures législatives et régulatrices qui permettent de garantir l'équité du recrutement et de l'emploi des travailleurs migrants. Les efforts de MADE dans ce domaine ont coïncidé avec ceux d'autres agences internationales qui cherchent également à réformer ces pratiques, notamment le Système International d'Intégrité dans le Recrutement (IRIS), coordonné par l'OIM, et l'Initiative pour un Recrutement Équitable lancée par l'OIT.

En partenariat avec la Coalition Mondiale sur la Migration, MADE a coordonné l'engagement de la société civile dans le cadre de l'Initiative Migrants dans des Pays en Crise (MICIC), initiative émanant des États qui vise à améliorer la protection des migrants avant, pendant et après les crises. Le Réseau MADE a aussi financé des projets de sensibilisation au Cambodge, au Costa Rica, au Honduras, au Maroc, au Sénégal et au Sri Lanka, afin de promouvoir des politiques qui garantissent le bien-être et la protection des migrants et de leurs communautés.

MADE Afrique et MADE Europe ont collaboré avec le Conseil Norvégien pour les Réfugiés dans le but de peser sur les résultats du sommet intergouvernemental sur la migration de La Valette, les 11 et 12 novembre. Après avoir mené des consultations auprès de 3'000 parties prenantes sur les deux continents, les partenaires de MADE ont formulé les Recommandations de la société civile pour le Plan d'action de La Valette, recommandations qui furent présentées aux leaders européens et africains pendant le sommet.

Pour construire le Réseau MADE, la CICM a mobilisé des ressources et des compétences considérables, sur plusieurs années, avec ses partenaires du monde entier. C'est dans le cadre du programme MADE que le bureau de coordination de la CICM a aussi organisé les activités annuelles de la société civile lors du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD), en étroite collaboration avec un Comité de pilotage international composé de 33 organisations et réseaux de la société civile très actifs dans ces domaines. MADE a fourni les moyens nécessaires pour que le travail régional et thématique ait lieu avant, pendant et après le FMMD.



Emmanuel, immigrant haïtien au Chili raconte son expérience d'intégration dans un nouveau pays.

Vidéo:
bit.ly/emmanuel-chile



En 2015, le réseau MADE a organisé **32** webinaires et réunions régionales ou thématiques de la société civile dans le monde entier, rassemblant **865** participants de plus de **70** pays.



La banque de données de MADE répertorie plus de **3'000** contacts, avec les données détaillées d'environ **920** experts et praticiens de la migration et du développement.



80 leaders de la société civile ont pris part aux consultations MICIC co-organisées par MADE et la Coalition Mondiale sur la Migration, principalement en Belgique, aux Philippines et au Sénégal.

COMMUNICATION ET COLLECTE DE FONDS

En 2015, la CICM s'est efforcée d'améliorer sa communication pour attirer l'attention du public sur les tragédies survenues en mer Méditerranée, sur les murs et obstacles érigés par certains pays d'Europe de l'Est, ainsi que sur les violences exercées sur les réfugiés et les migrants pour qu'ils ne passent pas la frontière, mais aussi sur les terribles conditions de vie de nombreux réfugiés, abandonnés à leur sort dans des camps improvisés en Grèce et ailleurs.

Active sur de nombreux réseaux sociaux, la CICM a régulièrement publié des informations sur la crise des réfugiés au Moyen-Orient et sur les réponses des gouvernements européens, ainsi que sur d'autres sujets brûlants relatifs aux migrants et aux réfugiés dans d'autres parties du monde. Elle a largement dialogué avec son public, répondant rapidement à toutes les questions, notamment celles des réfugiés eux-mêmes.

Aussi l'audience de la CICM a-t-elle fortement augmenté en 2015, avec une croissance du nombre de followers de 90% sur LinkedIn et de 123% sur Twitter. Son post le plus populaire sur Facebook, l'interview d'un expert en protection des enfants travaillant pour les enfants non accompagnés réfugiés en Éthiopie, a été vu 4'800 fois, recueillant 260 commentaires, partages et « likes » en quelques jours. La CICM a aussi mis à disposition gratuitement, sur son nouveau compte Flickr, des photos haute-résolution prises sur le terrain.

À la fin de l'année, elle a lancé une nouvelle version de son site www.icmc.net, avec un design amélioré accessible depuis tous les appareils, de nouvelles pages, plus de contenu, et de nouvelles

fonctions qui permettent un accès plus facile à ses Programmes, ses Actualités et ses Publications. Elle a créé une nouvelle section, intitulée « Paroles de réfugiés et de migrants », pour donner plus de visibilité aux histoires personnelles des personnes obligées de fuir la guerre, les persécutions ou la pauvreté.

Tout au long de l'année, l'équipe de Communications de la CICM a aussi collaboré étroitement avec le Bureau de la CICM aux États-Unis pour attirer l'attention du public sur les besoins croissants des réfugiés et des migrants, et pour recueillir des fonds qui lui permettent de développer davantage ses programmes dans le monde entier. La CICM s'est adressée à plus de 20'000 donateurs et soutiens, leur faisant parvenir des informations sur les programmes, la situation politique ou les bénéficiaires eux-mêmes. Ces appels à contribution – publiés sous forme de courriels, de lettres individuelles, de visites aux donateurs et de campagnes sur les réseaux sociaux – ont été entendus, puisque, fin 2015, la CICM a pu allouer un million de dollars additionnel à ses opérations programmatiques, au travail de l'Église et à son travail de plaidoyer.

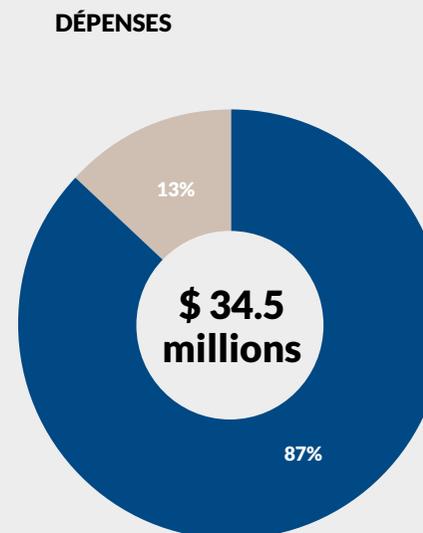
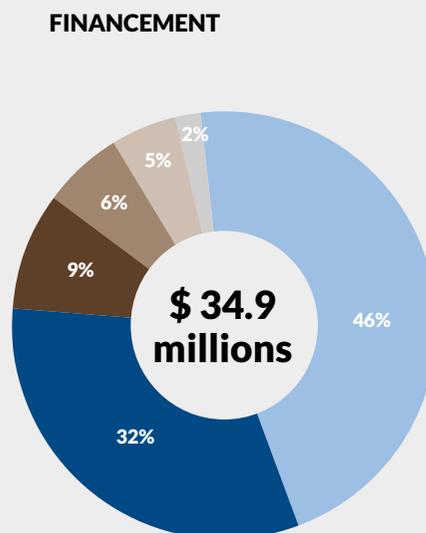
Programmes soutenus par des dons privés	Montant (US\$)	Pourcentage
Programmes au Moyen-Orient (Syrie et Jordanie)	US\$ 215'000	21%
Mer Méditerranée (y compris la Grèce)	US\$ 200'000	20%
Migration et Développement	US\$ 150'000	15%
Programmes au Pakistan	US\$ 60'000	6%
Soutien aux enfants non accompagnés	US\$ 60'000	6%
Soutien aux paroisses à Damas, en Syrie	US\$ 55'000	6%
Groupes de travail sur la Migration (membres de la CICM)	US\$ 50'000	5%
Achèvement des programmes en Indonésie	US\$ 30'000	3%
« ICMC Cares »	US\$ 30'000	3%
Charges administratives	US\$ 150'000	15%
TOTAL	US\$ 1'000'000	100%

BILAN FINANCIER

En 2015, le financement total de la CICM a atteint 34,9 millions de dollars des États-Unis (US\$), ce qui représente une augmentation de 10% par rapport à l'année précédente. Le financement général des activités programmatiques a augmenté de 3,1 millions de US\$.

Ces contributions couvrent, notamment, les activités financées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) pour le Programme de Déploiement de Personnel en Réinstallation à Genève, celles financées par le Bureau de la Population, des Réfugiés et de la Migration (PRM) des États-Unis pour ses programmes en Turquie et en Jordanie, et celles financées par le Département d'Aide Humanitaire et Protection Civile (ECHO) de l'Union européenne pour ses activités en Jordanie.

Les contributions provenant de donateurs privés (individuels) ont augmenté de 63%. En 2015, la CICM a utilisé 87% des fonds reçus de donateurs privés ou institutionnels dans la mise en œuvre directe de ses projets; elle a réussi à réduire ses coûts structurels à 13%, soit une réduction de 2% par rapport à l'année précédente.



- Agences gouvernementales des États-Unis
- Institutions de l'ONU (HCR)
- UE (ECHO, JFS-EUROPEAid)
- Autres donateurs/subventions
- Donateurs privés
- Contributions des membres et divers

- Projets
- Coûts structurels

Report of the statutory auditor

To the Governing committee of
International Catholic Migration Commission, Geneva

Report of the Statutory Auditor on the Consolidated Financial Statements

As statutory auditor, we have audited the accompanying consolidated financial statements of International Catholic Migration Commission ("ICMC"), which comprise the consolidated statement of financial position as at December 31, 2015, and the consolidated statement of activities, consolidated statement of cash flows and notes to the consolidated financial statements for the year then ended. In accordance with Swiss GAAP FER 21, the content of the performance report is not audited.

Management's Responsibility

Management is responsible for the preparation of these consolidated financial statements in accordance with Swiss GAAP FER, the requirements of Swiss law and ICMC statutes. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation of the consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. Management is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system. An audit also includes evaluating the appropriateness of the accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements for the year ended December 31, 2015 give a true and fair view of the financial position, the results of operations and the cash flows in accordance with Swiss GAAP FER and comply with Swiss law and ICMC statutes.

Report on Other Legal Requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 69b Civil Code (CC) in connection with article 728 Code of Obligations (CO)) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists, which has been designed for the preparation of the consolidated financial statements according to the instructions of management.

We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

Deloitte SA

Karine Szegedi-Pingoud
Licensed audit expert
Auditor in charge


Lisa Watson
Licensed audit expert

Geneva, May 23, 2016
KSZLWA/ta

Enclosures: Performance report
Consolidated financial statements (consolidated statement of financial position, consolidated statement of activities, consolidated statement of cash flows and notes)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Au 31 décembre 2015

(en milliers de US\$)

ACTIFS	2015	2014
Actifs courants		
Espèces et valeurs disponibles	8'692	4'401
Comptes débiteurs et acomptes	754	830
Créances auprès de donateurs des États-Unis (projets terminés)	230	266
Créances auprès de donateurs des États-Unis (projets en cours)	354	2'607
Créances auprès d'autres donateurs (projets terminés)	0	495
Créances auprès d'autres donateurs (projets en cours)	467	0
Total des actifs courants	10'497	8'599
Actifs non-courants		
Actifs immobilisés tangibles	103	122
Total des actifs non-courants	103	122
TOTAL DES ACTIFS	10'600	8'721

PASSIFS ET ACTIFS NETS	2015	2014
Passifs courants		
Comptes créditeurs et charges à payer	2'138	2'247
Provisions	1'599	1'665
Fonds non dépensés sur programmes en cours	2'541	975
Dettes auprès d'autres donateurs (projets terminés)	837	552
Dettes auprès du gouvernement des États-Unis (projets terminés)	8	179
Total des passifs courants	7'123	5'618
Passifs à long terme		
Passifs à long terme	12	0
Total des passifs à long terme	12	0
TOTAL DES PASSIFS	7'135	5'618
Actifs nets		
Actifs non alloués – non-déterminés (selon les affectations proposées)		
Réserve administrative	1'349	1'349
Réserve générale	1'721	1'845
Réserve pour la réunion du Conseil	33	33
Excédent/(déficit) devant être alloué	362	-124
TOTAL DES ACTIFS NETS	3'465	3'103
TOTAL DES PASSIFS ET ACTIFS NETS	10'600	8'721

BILAN D'ACTIVITÉS CONSOLIDÉ
 Année close au 31 décembre 2015
 (en milliers de US\$)

	2015			2014				
	Non alloués	Fonds du gouv. des USA	Autres revenus	TOTAL des revenus	Non alloués	Fonds du gouv. des USA	Autres revenus	TOTAL des revenus
SOUTIEN PUBLIC ET REVENUS								
Soutien public :								
Subventions du gouvernement des États-Unis	1'819	14'081		15'900	1'378	12'995		14'373
Autres subventions et contributions	1'028		15'207	16'235	903		14'078	14'981
Projets autofinancés :								
Groupe de travail Développement			9	9			0	0
Recettes :								
Contributions nationales	171			171	266			266
Dons privés	2'225			2'225	1'724			1'724
Revenus sur investissements	9			9	7			7
Divers	350			350	359			359
Total soutien public et revenus	5'602	14'081	15'216	34'899	4'637	12'995	14'078	31'710

	2015			2014				
	Non alloués	Fonds du gouv. des USA	Autres revenus	TOTAL des revenus	Non alloués	Fonds du gouv. des USA	Autres revenus	TOTAL des revenus
DÉPENSES								
Fonctionnement général								
Frais de personnel	2'576			2'576	2'558			2'558
Frais de bureau	473			473	692			692
Transport	51			51	40			40
Équipement et entretien	119			119	123			123
Développement de projets/programmes	42			42	42			42
Relations extérieures	56			56	66			66
Collecte de fonds	980			980	1'085			1'085
Réunions (Comité directeur, Assemblée générale)	69			69	43			43
Dons	650			650	0			0
Formation	8			8	4			4
Divers	23			23	42			42
Pertes de change	193			193	66			66
Programmes								
Financés par le gouvernement des États-Unis		14'081		14'081		12'995		12'995
Financés par l'Union européenne			2'788	2'788			2'365	2'365
Financés par l'ONU			10'498	10'498			9'923	9'923
Financés par d'autres donateurs			1'921	1'921			1'790	1'790
Projet autofinancé			9	9			0	0
Total des dépenses	5'240	14'081	15'216	34'537	4'761	12'995	14'078	31'834
Excédent/(déficit) d'exploitation pour l'année	362			362	-124			-124
Variation de l'actif net	362			362	-124			-124
Actifs nets – début de l'année	3'103			3'103	3'227			3'227
ACTIFS NETS – FIN DE L'ANNÉE	3'465			3'465	3'103			3'103

Des informations financières détaillées sont disponibles sous « États financiers consolidés et Rapport de rendement 2015 » : bit.ly/icmc-financial-statements.

PARTENAIRES ET SOUTIENS

Partenaires opérationnels

- Académie de Relations Internationales, Varsovie, Pologne
- Administration régionale pour l'emploi des Carpates
- Centre de Conseils et de Thérapie Enrich, Malaisie
- Centre d'Études supérieures pour le personnel médical, Varsovie, Pologne
- Centre des Femmes pour le Changement (WCC), Penang, Malaisie
- Conseil Norvégien pour les Réfugiés
- Fondation CICM Europe de l'Est, Varsovie, Pologne
- Gouvernement régional des Carpates
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)
- Hôpital de Neurologie Jean Paul II, Gorne, Pologne
- Institut de Sciences appliquées et de Technologie, Gorne, Pologne
- INTERSOS
- Organisation d'entraide féminine, Malaisie
- Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
- Pusat Kebajikan Good Shepherd, Malaisie
- Save the Children Jordanie
- Soul Garden, Malaisie
- Terre des Hommes Syrie

Réseau Migration et Développement de la Société Civile (MADE)

Depuis 2015, MADE comprend plus de 900 organisations de la société civile, parmi lesquelles les partenaires suivants ont joué un rôle de coordination :

- AFFORD (African Foundation for Development)

- Caritas Senegal
- Cordaid
- Fondation Scalabrini-Chili et le Réseau Scalabrinien de Migration Internationale
- Migrant Forum in Asia
- Réseau International pour la Migration et le Développement (INMD)

En outre, les six organisations suivantes mettent en place les projets-pilotes financés par MADE :

- Association du Centre International pour la Protection des Droits de l'Homme des Personnes Migrantes (ACIDEHUM)
- Association pour le Développement Économique Social Environnemental du Nord (ADESEN)
- Collectif des Communautés Subsahariennes au Maroc
- Commission d'Action Sociale Mennonite (CASM)
- Legal Support for Children and Women (LSCW) (Soutien Juridique pour les Enfants et les Femmes)
- Mouvement des Femmes Sarvodaya

Réseau SHARE

- Accem
- Bureau de l'Immigration et de la Nationalité, Hongrie
- Caritas International
- City of Sanctuary
- Commission des Églises pour les Migrants en Europe (CCME-CEC)
- Conseil municipal de Hull (Royaume-Uni)
- Conseil municipal de Sheffield (Royaume-Uni)
- Croix-Rouge autrichienne
- Conseil Européen sur les Réfugiés et les Exilés (ECRE)
- Eurocities

- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)
- Horton Housing
- Mairie de Paris (France)
- Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
- Refugee Action
- Refugee Council
- Save me - Flüchtlinge Aufnehmen
- Ville d'Aachen (Allemagne)
- Ville de Bradford (Royaume-Uni)
- Ville de Créteil (France)
- Ville de Munich (Allemagne)

Église

- Conseil Pontifical pour la Pastorale des Migrants et des Personnes Itinérantes
- Conseil des Conférences Épiscopales Européennes (CCEE)
- Commission des Conférences Épiscopales de la Communauté Européenne (COMECE)
- Cor Unum
- Mission du Saint-Siège auprès de l'ONU à Genève
- Secrétairerie d'État du Vatican
- Symposium des Conférences Épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SECAM)

Institutions intergouvernementales et autres partenaires

- Agence de l'Union européenne pour les droits fondamentaux
- Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII
- Bureau de Développement humain de la Fédération des Conférences épiscopales d'Asie
- Caritas Internationalis et ses membres
- Coalition Mondiale sur la Migration

- Coalition des organisations catholiques contre la traite des personnes
- Comité des ONG sur la Migration, New York
- Comité international de pilotage pour la Campagne de ratification de la Convention sur les droits des migrants
- Conseil International des Agences Bénévoles (ICVA)
- Forum des ONG d'inspiration catholique
- InterAction
- Office du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (OHCDH)
- Ordre des Prêcheurs Dominicains
- Organisation International du Travail (OIT)
- Plateforme pour la Coopération Internationale pour les Migrants Sans Papiers
- Refugee Council USA (RCUSA)
- Réseau Scalabrinien de Migration Internationale
- Service Jésuite d'aide aux Réfugiés (JRS)

DONATEURS



Australian Government

Funded by the
Government
of Canada

Canada



European
Commission

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Gouvernement
du Bangladesh



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



REGERINGSKANSLIET
Government Offices
of Sweden



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



Gouvernement
de la Turquie



Gouvernement des
Émirats Arabes Unis



Gouvernement des
États-Unis d'Amérique



Saint-Siège

 International Federation
of Red Cross and Red Crescent Societies

 OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS

THE PAPAL FOUNDATION



United Nations
Office for the Coordination
of Humanitarian Affairs



UNHCR
The UN
Refugee Agency



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



COMITÉ DIRECTEUR

Président

M. Peter Sutherland (Irlande)

Membres élus

S.E. Cardinal John Njue (Kenya) – Vice-président
S.E. Archevêque Samuel J. Aquila (USA) – Trésorier
S.E. Évêque Precioso Cantillas (Philippines) – Secrétaire
S.E. Cardinal Christoph Schönborn (Autriche)
S.E. Cardinal Thomas Christopher Collins (Canada)
S.E. Cardinal Oscar Andrés Rodríguez Maradiaga (Honduras)
Sa Béatitudo Grégoire III (Syrie)
S.E. Archevêque Emilio Carlos Belaunzarán (Mexique)
S.E. Évêque Joseph Pibul Visitnondachai (Thaïlande)
S.E. Archevêque Simon Ntamwana (Burundi)
Sœur Maryanne Loughry (Australie)

Représentants du Saint-Siège

S.E. Archevêque Silvano Tomasi
(Observateur permanent du Saint-Siège auprès des Nations Unies à Genève)
S.E. Archevêque Joseph Kalathiparambil
(Conseil Pontifical pour la Pastorale des Migrants et des Personnes Itinérantes)

Conseillers

S.E. Évêque Nicolas DiMarzio (USA)
Rév. Mons. Slawomir D. Kawecky (Pologne)
Sœur Janete Ferreira (Équateur)
M. Bernard Ryelandt (Belgique)
M. Keith Parsons (USA)

DIRECTEURS ET CHEFS DE DÉPARTEMENTS OU DE BUREAUX DE LA CICM



Le personnel du siège de la CICM à Genève. © CICM / Patrik Gerber

Secrétaire Général

Johan Ketelers
(jusqu'au 31 mai 2016)
Rév. Mons. Robert J. Vitillo
(depuis le 1^{er} juin 2016)

Politique

John K. Bingham

Opérations

Walter Brill

Administration et Finances

Florence Joigneault

Communications

Nathalie Perroud

Programme CICM-HCR de Déploiement de Personnel en Réinstallation

Linda Besharaty

ICMC Cares

Andrzej Sados

Migration et Développement (MADE)

Wies Maas

CICM - Europe

Petra Hueck

CICM Inc., Washington

Jane Bloom

CICM Inc., Boston

Lucy Mc Govern

Grèce

Tanja Zwack Georgakopoulou

Liban

Slaviya Stoyanova

Jordanie et Syrie

Osama Al Mohammad

Malaisie

Jackie Loo

Pakistan

Jehanzeb Anwar

CSR TuMO

Linda Samardzic

Publié par

Siège de la CICM
1 rue de Varembe
Case postale 96
1211 Genève 20, Suisse
Tél. +41 22 919 10 20
Email : info@icmc.net
Site Internet : www.icmc.net

Développement du projet et édition

Nathalie Perroud

Rédaction

Chiara de Luca
Barbara Sartore

Contributions et éditeurs

Jehanzeb Anwer, Linda Besharaty,
John K. Bingham, Jane Bloom, Walter Brill,
Raphaëlle Goyet, Emma Horton, Petra Hueck,
Florence Joigneault, Johan Ketelers, Jackie Loo,
Cristina Palazzo, Nicolas Pouzargue,
Andrzej Sados, Sophie Van Haasen,
Peter Vogelaar

Design

ID Grafix (Lisa Brunner), Gland, Suisse

Traduction

Julliard & Garcia Associés, Genève, Suisse

Impression

Molésion Impressions, Meyrin, Suisse

Page de couverture

Femme près de la frontière iraquienne,
à qui la CICM a fourni une assistance
humanitaire en 2015.

© CICM / Patrick Gerber

Juillet 2016



La Commission internationale catholique pour les migrations (CICM) est une organisation non gouvernementale qui travaille dans le domaine des réfugiés et de la migration. La CICM protège et se met au service des migrants, des réfugiés, des demandeurs d'asile, des personnes contraintes d'émigrer à l'intérieur de leur pays et des victimes de la traite, indépendamment de leur croyance, leur race, leur appartenance ethnique ou leur nationalité.

Fondée en 1951, suite aux déplacements massifs de populations provoqués par la Deuxième Guerre mondiale, la CICM fait face aux défis des populations déracinées et de leurs communautés, en plaidant pour des politiques fondées sur les droits des personnes et pour l'application de solutions durables, et ce, au travers du réseau mondial de Conférences épiscopales catholiques, et en coopération avec ses partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux.

Son siège est à Genève, Suisse, et la CICM dispose d'agences affiliées à Bruxelles (ICMC Europe), Washington DC et Boston (ICMC Inc.), ainsi que de bases opérationnelles en Grèce, en Jordanie, au Liban, en Malaisie, au Pakistan et en Turquie.

Suivez-nous

 twitter.com/icmc_news

 facebook.com/icmc.migration

 instagram.com/icmc.migration

Soutenez-nous

give.icmc.net/donate

Rendre la dignité, inspirer le changement